Newsletter sur la Coopération Mondiale

CIAS
Conseil International d'Action Sociale

Août 2018

L'édition du mois d'août de la Lettre mensuelle de la coopération mondiale complète la publication des présentations au Symposium commémoratif du CIAS tenu à Dublin en juillet 2018, qui a commencé avec l'édition du mois de juillet. Nous présentons ci-dessous des versions abrégées des déclarations ; les versions plus complètes seront publiées sur le site Web du CIAS.

Sergei Zelenev, directeur général et rédacteur en chef de la lettre d'information.

suite page 2

suite de la page 1

La discussion

Driss Guerraoui

Driss Guerraoui, Professeur à l'Université Mohammed V de Rabat, Le Secrétaire général du Conseil économique, social et environnemental du Maroc et Président de la région MENA du CIAS a abordé dans sa présentation plusieurs questions brûlantes auxquelles les organisations de la société civile, y compris le CIAS, sont confrontées dans le monde d'aujourd'hui.

Les inégalités croissantes au sein des sociétés, ainsi que leurs conséquences, représentent d'énormes défis sociaux. Les demandes pour s'attaquer aux facteurs structurels d'inégalité avec une distribution plus équitable de la richesse augmentent dans de nombreux pays. Lorsque la croissance économique n'apporte des avantages qu'aux riches, les sentiments d'injustice et de frustration sont endémiques, avec inévitablement des implications sociales négatives. La révolution numérique et les communications instantanées rendent les gens plus conscients de leurs droits et de leur pouvoir. Les gens s'attendent à être traités avec dignité et exigent le respect, la justice et la liberté.

L'une des leçons apprises par les organisations de la société civile est que si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes des inégalités extrêmes et des autres pathologies sociales, elles pourraient exacerber les tensions entre la société et l'État, encourager les comportements haineux entre les diverses catégories de la société, et ainsi favoriser un climat d'insécurité et d'instabilité qui peut conduire à l'anarchie.

Plusieurs facteurs compliquent la situation : premièrement, la crise actuelle de la représentativité des organes élus en raison de la baisse continue du taux de syndicalisation, de la faiblesse des affiliations aux partis politiques et de la méfiance des institutions et des élites ; et deuxièmement, l'émergence de nouveaux acteurs avec l'aide de la mise en réseau collaborative sur Internet qui relie les individus isolés et amplifie les possibilités offertes par la révolution numérique. L'émergence de divers réseaux sociaux apporte une plus grande visibilité aux individus qui peuvent facilement s'unir numériquement autour de divers mouvements de protestation. Ces campagnes peuvent être spontanées, autonomes et indépendantes ou soigneusement organisées et manipulées par des forces politiques cachées ou ouvertes à la recherche d'une légitimité politique enracinée dans la rue.

Dans cette optique, la recherche d'un dialogue civil national plus efficace dans divers domaines devient indispensable au maintien de la cohésion sociale. Les structures et les mécanismes d'un tel dialogue devraient être actualisés et rendus plus efficaces pour les entreprises, plus équitables pour les employés, plus justes pour les citoyens et institutionnellement plus durables pour l'État et la société. Le CIAS a une vaste expérience dans ce domaine, et il devrait être utilisé à l'avenir.

Les gouvernements, la société civile et les autres parties prenantes sont confrontés à plusieurs défis majeurs qui doivent être relevés.

La création d'une gouvernance efficace et axée sur les personnes est la priorité numéro une. En plus de mettre le citoyen au cœur de ses préoccupations, ce type de gouvernance doit être plus responsable et durable aux niveaux central et territorial.

Le deuxième défi est d'ordre politique. Il exige que tous les acteurs construisent une nouvelle culture institutionnelle guidée par une approche systémique des questions économiques et sociales et une ingénierie de la consultation, de la négociation et de la médiation basée sur le principe du "partage de l'effort" afin d'atteindre des objectifs communs qui exigent des sacrifices partagés et des concessions réciproques.

Ces objectifs communs peuvent consister à : concilier la recherche de la compétitivité des entreprises, indispensable à la production de richesse, avec l'adoption de politiques sociales volontaristes visant à préserver les emplois afin d'éviter l'aggravation du chômage, le maintien d'un financement public et privé solidaire visant à soutenir le pouvoir d'achat des citoyens et à sauvegarder les droits acquis des salariés ; ainsi qu'à continuer à promouvoir l'accès universel des pauvres à la protection sociale ; et à établir un revenu de base universel pour remplir l'une des conditions essentielles de la citoyenneté dans des sociétés partagées par tous. Ces objectifs sont impossibles à réaliser sans une nouvelle culture politique – le rôle de la société civile est ici énorme.

La promotion des technologies numériques pour la communication de masse et le développement de méthodes appropriées pour sécuriser leurs infrastructures informatiques représentent une autre tâche importante. L'objectif de cette approche n'est pas seulement de protéger contre les cyber-attaques, mais aussi, et surtout, d'être en phase avec l'ère numérique,, afin de gagner la bataille pour le nécessaire renouvellement de la démocratie et la conciliation entre la liberté et la responsabilité des citoyens.

Enfin, il est essentiel d'établir des mécanismes pour promouvoir les pratiques de démocratie participative au sein de la communauté à tous les niveaux de la gouvernance économique et sociale. Ce choix devrait se traduire par un renforcement du rôle de la médiation, de la consultation, du dialogue et des instances de régulation aux niveaux central et territorial, afin de promouvoir l'écoute mutuelle, un débat responsable et serein entre les citoyens, et une participation sociale plus large.

Crystal CHENG, directrice commerciale du Hong Kong Council of Social Service, a centré sa présentation sur les questions de renforcement des capacités, en particulier sur les défis et les leçons apprises concernant les deux piliers des activités des ONG qui englobent la gouvernance et le leadership. Le Hong Kong Council of Social Service (ci-après "HKCSS"), qui est la principale association d'organisations de services sociaux à Hong Kong, s'efforce de mettre l'accent sur le renforcement de la gouvernance et de la capacité de gestion des ONG afin d'améliorer leur responsabilité et la qualité de leurs services. Pour atteindre cet objectif, le HKCSS a lancé deux projets au cours des dernières années : le projet de plateforme de gouvernance et le programme de développement de l'encadrement (leadership) des cadres supérieurs.

Le projet de plateforme de gouvernance vise à encourager les membres du conseil d'administration des ONG à s'engager dans l'échange professionnel et l'apprentissage mutuel. Le projet englobe diverses initiatives, telles que des séminaires, des visites au conseil d'administration, des activités de mise en réseau, des portails de connaissances sur la gouvernance à but non lucratif, etc. Le programme de développement de l'encadrement des cadres, d'autre part, réunit les chefs d'entreprise, les sous-ministres et les cadres supérieurs, afin de renforcer les capacités et les réseaux des dirigeants émergents du secteur. Le programme se

compose d'ateliers, de séminaires, de camps de réflexion sur l'encadrement, de cas d'apprentissage par les pairs et de coaching en encadrement, au cours desquels les cadres supérieurs peuvent échanger et apprendre des professionnels intersectoriels, du gouvernement, des décideurs politiques et des leaders d'opinion.

Le HKCSS estime que les ONG qui cherchent à servir efficacement dans la communauté ont besoin d'une collaboration solide et du développement des deux piliers des dirigeants d'ONG, non seulement pour une seule organisation, mais aussi pour le secteur de la protection sociale et la société dans son ensemble.

Sandra Carla S. Mirabelli (Brésil), s'exprimant au nom de son organisation Social Service of Commerce (SESC São Paulo), a évoqué l'expérience novatrice de son organisation dans divers domaines sociaux et culturels. Ces initiatives sont, à bien des égards, similaires aux activités du CIAS à l'échelle de l'organisation et sont fondées sur la défense des droits de l'homme, l'acquisition continue de connaissances et un engagement en faveur de la protection sociale au sens large, y compris les quartiers où vivent les gens et leurs familles.

Pour réussir cette approche, il faut un effort global visant à inclure des initiatives, des projets et des programmes basés sur une analyse de haut niveau de la "topographie sociale", en prêtant attention à un large éventail de relations existant dans les lieux où vivent les gens. Au fur et à mesure que les sociétés deviennent plus complexes et que l'urbanisation s'enracine, le niveau de sécurité a diminué. Les gens ont tendance à dépendre davantage des régimes et des programmes de protection sociale parce que les liens de protection que l'on trouve normalement dans les petites communautés et renforcés par la famille sont devenus plus faibles.

Dans ce contexte, des institutions telles que le CIAS et le SESC jouent un rôle extrêmement important en aidant les gens à trouver un nouveau sens à la vie avec un accès plus large à la culture, aux loisirs, aux soins de santé, à l'éducation et au bien-être. Le processus d'éducation permanente/non formelle comme base de la transformation sociale est devenu très important.

Nos initiatives sont basées sur les principes de l'éducation conçus par l'éducateur Paulo Freire, qui cherchent à briser les barrières entre l'éducation et la culture, en soulignant leur côté communal, transformateur et libertaire. Un système d'apprentissage fondé sur le contexte, des évaluations fondées sur les processus et l'acquisition collective de connaissances sont considérés par le CSTSESC comme une voie vers la poursuite de l'autonomisation. La culture est considérée comme un outil de transformation et d'autonomisation ; cette dimension imprègne tous les programmes offerts par l'institution.

L'éducation devrait être un processus par lequel les individus commencent à être ce qu'ils sont et se transforment en ce qu'ils veulent devenir, en tenant compte des circonstances spécifiques. C'est pourquoi l'éducation doit "occuper" la vie, s'y mêler et s'imprégner de la volonté de changer le monde. Le travail effectué par le SESC et le CIAS suit ces principes et vise à révéler et à démystifier une réalité qui crée et reproduit les inégalités. Il cherche à autonomiser et à émanciper les individus tout en augmentant leur participation. La complexité actuelle de la société ne doit pas être considérée comme une difficulté, mais comme un défi auquel tous doivent faire face à la lumière des

innombrables besoins de tous les segments de la société, même si les changements sont petits et se produisent lentement.

Le Brésil est un pays caractérisé par une grande diversité et des inégalités sociales massives. Actuellement, nous reculons politiquement, avec la perte des droits sociaux, l'augmentation de la violence, l'augmentation du chômage et des vulnérabilités sociales. Les mouvements sociaux, qui luttent constamment pour garantir les droits durement acquis, prennent de l'ampleur dans ce contexte. Nous faisons partie du mouvement qui reste engagé dans la construction d'une société plus juste, plus égale et plus humaine.

En tant que processus spécifiquement humain, l'éducation "tissée ensemble" exige des connexions, des échanges, l'harmonie, la cohérence ; l'éducation est un acte d'amour, où l'amour est considéré comme un sentiment primordial inhérent à l'être humain et nous éveille à l'humilité par rapport à l'égoïsme, aux inégalités et aux préjugés. Ceux qui aiment comprennent et respectent les autres, c'est pourquoi l'amour est une hypothèse de base pour le processus d'éducation.

Nous adressons nos sincères félicitations au Conseil international de l'action sociale (CIAS) pour avoir travaillé avec une telle conscience humaine et connecté les gens afin que nous puissions réaliser que l'avenir est déjà dans le présent et que le temps est quelque chose que nous avons l'intention de construire pour les autres.

P.K.Shajahan, professeur de travail social et vice-président du CIAS, a appelé sa présentation "Une approche pluripartenariale de la protection sociale : n'abandonner personne". Il a souligné que l'Agenda 2030 nous charge de prendre en compte tout le monde dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Plus d'un tiers de ces objectifs sont directement liés à la portée de la protection sociale, qui est l'un des principaux objectifs du CIAS. Ainsi, le CIAS, avec ses objectifs avoués de promotion de la protection sociale par le biais d'engagements avec les politiques sociales et une multitude d'acteurs, a été en mesure d'articuler le besoin de protection sociale dans la réalisation des SDG.

Plutôt qu'une protection passive contre les aléas, la protection sociale universelle et durable doit se concentrer sur les racines structurelles qui maintiennent les gens dans la pauvreté et l'inégalité. On estime qu'en l'absence de protection sociale, il n'est pas possible de parvenir à une croissance économique durable et significative. La protection sociale n'est pas une dépense de bien-être, mais un investissement dans le développement économique lui-même. Il combine donc les droits et les perspectives de développement dans le but de réduire les risques et la vulnérabilité des populations. Par conséquent, la protection sociale doit être située à l'intersection des droits de l'homme, du développement humain et de la réduction de la vulnérabilité et des risques. Dans le cadre des actions visant à atteindre les OMD, le CIAS estime qu'il est possible de trouver un équilibre entre la croissance sociale, économique et environnementale visant à atteindre tout le monde, en particulier les pauvres, si les rôles des diverses parties prenantes sont compris et si leurs efforts sont synchronisés. Si l'État reste le premier responsable de la protection sociale universelle en élaborant et en mettant en œuvre les politiques et programmes sociaux nécessaires pour réduire les vulnérabilités, d'autres acteurs tels que les acteurs internationaux, la société civile et le marché ou l'industrie ont besoin d'une attention particulière.

Les acteurs internationaux, y compris le CIAS, pourraient s'engager dans la création d'un environnement mondial pour la protection sociale universelle par le biais de campagnes mondiales, en concevant des cadres politiques et en s'engageant dans la mise en réseau et le plaidoyer. Diverses organisations et collectifs de la société civile jouent un rôle très important en demeurant des groupes de pression et en fournissant un soutien à la mise en œuvre sur le terrain aux organismes d'État.

Ils peuvent également fournir un soutien juridique et s'engager dans des campagnes nationales et locales pour les droits et la justice. Comme c'est le cas en Inde, les organisations de la société civile engagées dans des recours juridiques, comme les litiges d'intérêt public et les audits sociaux, ont permis d'apporter la transparence et d'assurer un meilleur accès aux programmes de protection sociale pour les personnes marginalisées. Enfin, le marché et l'industrie sont assez souvent hors limites dans les discussions sur la protection sociale, sauf dans des domaines tels que les régimes d'assurance sociale. Cependant, le marché peut aussi jouer un rôle important par le biais d'initiatives de responsabilité sociale des entreprises, où les ressources et l'expertise requises pour les programmes de protection sociale peuvent être augmentées par de telles collaborations avec les entreprises.

Compte tenu de l'accent mis par le CIAS sur la protection sociale, un engagement renouvelé pourrait inclure les éléments suivants :

- Élaborer une stratégie mondiale pour promouvoir la protection sociale universelle (PSU)
- Insuffler de l'énergie dans les organisations membres et les partenaires pour amener la PSU dans leurs domaines d'activité.
- Élaborer et diffuser des modèles de travail d'approches collaboratives multipartites.
- Publier de rapports périodiques sur l'état d'avancement de la PSU
- Établir des réseaux/plateformes mondiaux, régionaux et nationaux impliquant de multiples parties prenantes.

Dr Cassandra Goldie

Dans son exposé, Mme **Cassandra Goldie**, directrice exécutive de l'Australian Council of Social Service (ACOSS), a souligné l'importance du travail accompli par le CIAS à l'échelle mondiale et régionale. La lutte pour la justice sociale et les droits de l'homme n'a jamais été aussi intense qu'aujourd'hui. Le CIAS jouit d'une réputation bien établie et d'une reconnaissance en tant qu'organisation de la société civile internationale prééminente, offrant une voix aux personnes confrontées à la pauvreté et à l'exclusion. Elle a rendu hommage aux Australiens qui ont contribué à cette grande histoire, notamment Julian Disney, Denis Correll et Michael Raper. Mais elle a insisté sur le fait que le CIAS ne doit pas devenir complaisante - elle doit continuer à s'efforcer d'être pertinente pour ses membres et ses parties prenantes, et surtout faire preuve de courage et de leadership. La promotion de la protection sociale universelle est un effort politique et socio-économique important et elle est soutenue par l'ensemble de notre organisation. La société civile devrait tenir les gouvernements responsables de leurs engagements. Dans cette optique, le suivi des attaques contre la protection sociale et le plaidoyer en faveur du progrès devraient devenir l'une des orientations importantes pour les travaux futurs du CIAS. Elle peut renforcer les partenariats existants et créer de nouvelles alliances.

Chinchai Cheechoroen

Chinchai Cheechoroen, Président régional, région Asie du Sud-Est et Pacifique, Conseil

national de la protection sociale de Thaïlande (Thaïlande).

La célébration du 90e anniversaire du CIAS et du 57e anniversaire de la création du Conseil national de la protection sociale est l'occasion de réfléchir aux développements sociaux dans la société thaïlandaise et, plus largement, dans la communauté de l'ANASE.

La recherche de modèles de protection sociale appropriés doit être considérée comme un moyen d'aborder et de réduire les inégalités dans la société et de construire une sécurité sociale pour tous ; c'est essentiellement un moyen d'encourager l'espoir. L'Agenda mondial pour le travail social et le développement social, avec ses quatre thèmes centraux, est particulièrement important pour toutes les organisations partenaires qui se concentrent sur des questions d'importance commune. Il est essentiel de travailler ensemble pour explorer les questions émergentes et relever les défis communs, en gardant à l'esprit le programme de développement durable et la vision commune des pays de l'ANASE. La Thaïlande reconnaît également l'importance et le rôle actif du secteur privé dans la construction de l'autonomisation et la lutte contre la pauvreté et l'inégalité.

L'appui fourni par les organismes gouvernementaux a donné un coup de pouce à la collaboration entre les secteurs public et privé lorsque le Conseil de l'Organisation thaïlandaise de la protection sociale a été créé en 1958. Le nom de l'organisation a été changé pour devenir le Conseil national du bien-être social de la Thaïlande (NCSWT) en 1960. Le NCSWT est devenu membre du Conseil international de la protection sociale (ICSWT) en 1968. Nous sommes particulièrement heureux de constater qu'au cours du mandat de 1988-1991, Khunying Amporn Meesuk, un représentant du Conseil national de la protection sociale de Thaïlande, a été élu président du CIAS.

Lors de sa création, le Conseil national ne comptait à l'origine que 9 organisations membres, mais en 2017, le nombre de membres est passé à 958. Le NCSWT joue un rôle important dans de nombreuses initiatives au niveau national, en soutenant les organisations membres de plusieurs façons. Citons, par exemple, le lancement de la Conférence nationale du travail social, la création de la Journée nationale du travail social, la création d'une reconnaissance exceptionnelle des bénévoles et la proposition d'un mécanisme efficace pour la Commission nationale de protection sociale.

En tant que plate-forme de coopération régionale, l'ASEAN se concentre sur les questions émergentes et facilite la réalisation d'objectifs pertinents en matière de bien-être social qui sont cruciaux pour les pays et les populations. En collaboration avec les structures gouvernementales et avec l'appui du CIAST, le NCSWT a joué un rôle déterminant dans l'organisation, depuis 2006, d'un événement international annuel parrainé par le gouvernement et la communauté des ONG - le Forum des ONG sur le bien-être social et le développement. Les conseils nationaux de protection sociale de chaque pays membre, en collaboration avec le CIAS et avec l'aide du secrétariat de l'ANASE, contribuent directement à cette activité. Parmi les principales questions abordées figurent la protection sociale, les conséquences du vieillissement, la prévention de la traite des êtres humains et d'autres questions. Le Forum GO-ONG a fourni une plate-forme importante pour l'élaboration de la Déclaration de l'ASEAN sur le renforcement de la protection sociale.

Ronald Wiman

S'adressant aux participants au Symposium, **Ronald Wiman** (Finlande), Président régional, ICSW-Europe, a tenu un discours fort en faveur de la promotion de politiques sociales globales. Le CIAS a une histoire cohérente de plaidoyer en faveur d'une approche globale des politiques sociales. Tout en abordant des questions plus spécifiques, le CIAS a veillé à ce

qu'elles soient considérées comme faisant partie intégrante de défis sociétaux et de développement plus larges. Notre contribution au Sommet mondial sur le développement social de Copenhague en 1995 (Déclaration de Tampere http://icsw.org/images/docs/ICSW_History_2008.pdf) a fortement promu le concept "d'une société pour tous" comme vision du développement social. Cette idée a ensuite été bien intégrée dans la Déclaration et les documents de Copenhague.
Maintenant, le CIAS a de nouveau une grande fenêtre d'opportunité. La mise en œuvre des objectifs du développement durable nécessite un plaidoyer et une expertise afin d'intégrer les dimensions éthique et sociale dans les stratégies de mise en œuvre des objectifs. Le CIAS et ses membres ont l'expertise pour apporter une perspective sociétale globale qui équilibrera les dimensions éthique, sociale, environnementale et économique du développement durable - dans cet ordre : le développement durable est un programme d'équité au sein des générations et entre elles. Nous devons construire des sociétés pour toutes et tous dans les limites d'une seule planète. Il n'y a pas de plan B parce qu'il n'existe pas de Planète B.

L'année prochaine, le CIAS aura l'occasion de s'impliquer à nouveau dans les grands processus mondiaux et européens. Par exemple, la Commission du développement social se concentre sur l'inégalité, la Commission de la condition de la femme s'occupe de la protection sociale et, en Europe, le suivi du Sommet social de Göteborg sur le pilier européen des droits sociaux appelle à une perspective de politique sociale plus large. Les portes sont ouvertes pour nous à condition que le CIAS puisse mettre à disposition le bon type d'expertise - en temps et en heure et au bon endroit : à New York et à Bruxelles.

Résumant **Solveig Askjem**, la modératrice et ancienne présidente du CIAS a exprimé son souhait que le CIAS poursuive avec succès ses diverses activités visant à améliorer la condition humaine face aux défis économiques, sociaux, politiques et environnementaux.

Crédits photos : Sergei Zelenev

The content of this Global Newsletter may be freely reproduced or cited provided the source is acknowledged. The views do not necessarily represent policies of ICSW.

Newsletter Editor:
Sergei Zelenev, Executive Director
E-mail: szelenev@icsw.org,

Address:
ICSW, 5700 Arlington Ave.,
Bronx, New York, 10471 (US Office)

icsw@icsw.org
Website www.icsw.org

If you wish to cease receiving this newsletter, please click 'here' providing your name and email address